

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Duhamel

Code géographique : 80135

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Dinel, atteste la véracité du rapport financier

de Duhamel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-03-05

Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Duhamel qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Duhamel au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Duhamel inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

CHARLEBOIS ET GRATTON, CPA inc.

Par CHRISTIAN GRATTON, CPA auditeur, CMA

Christian Gratton, CPA auditeur, CMA
Saint-André-Avellin

DATE 2014-03-05

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Christian Gratton, CPA auditeur, CMA
Saint-André-Avellin

DATE 2014-03-05

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		Total
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	2 008 838	2 052 743		2 052 743
Compensations tenant lieu de taxes	2	109 303	110 780		110 780
Quotes-parts	3				
Transferts	4	233 199	290 450		290 450
Services rendus	5	56 050	72 679		72 679
Imposition de droits	6	64 500	68 830		68 830
Amendes et pénalités	7		1 790		1 790
Intérêts	8	18 450	24 290		24 290
Autres revenus	9		30 964		30 964
	10	2 490 340	2 652 526		2 652 526
Investissement					
Taxes	11		1 987		1 987
Quotes-parts	12				
Transferts	13		43 141		43 141
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15				
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17				
	18	2 490 340	45 128		45 128
		2 490 340	2 697 654		2 697 654
Charges					
Administration générale	19	482 479	450 800	12 771	463 571
Sécurité publique	20	331 914	327 946	37 560	365 506
Transport	21	571 469	611 414	238 633	850 047
Hygiène du milieu	22	316 826	305 733	25 317	331 050
Santé et bien-être	23				
Aménagement, urbanisme et développement	24	183 106	178 479	14 558	193 037
Loisirs et culture	25	111 743	139 498	9 213	148 711
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	96 448	92 617		92 617
Amortissement des immobilisations	28	322 342	338 052	(338 052)	
	29	2 416 327	2 444 539		2 444 539
	30	74 013	253 115		253 115
Excédent (déficit) de l'exercice					
					2 308 864
					598 034

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 013	253 115	598 034
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	45 128 ) (	246 333)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	74 013	207 987	351 701
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	322 342	338 052	314 775
Produit de cession	5			43 000
(Gain) perte sur cession	6			64 677
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	322 342	338 052	422 452
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	209 741 ) (	333 719 ) (	369 468)
	18	(209 741)	(333 719)	(369 468)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	114 341 ) (	158 837 ) (	130 584)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(41 463)	67 066	72 144
Excédent de fonctionnement affecté	21		32 922	1 351
Réserves financières et fonds réservés	22	(30 810)	(51 271)	(30 810)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(1 623)	(12 694)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(186 614)	(111 743)	(100 593)
	26	(74 013)	(107 410)	(47 609)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		100 577	304 092

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		45 128	246 333
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	15 000)	(21 474)	(17 792)
Sécurité publique	3 (	16 485)	(230 545)	(36 163)
Transport	4 (	82 856)	(635 957)	(529 241)
Hygiène du milieu	5 (	)	( 51 540)	(35 824)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( 799))
Loisirs et culture	8 (	)	( 1 913))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	114 341)	(942 228)	(619 020)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		445 712	201 500
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	114 341	158 837	130 584
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			10 798
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		7 121	
	18	114 341	165 958	141 382
	19		(330 558)	(276 138)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(285 430)	(29 805)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	730 572	777 656	703 363
Charges sociales	2	132 453	139 984	135 116
Biens et services	3	880 153	962 685	923 146
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	94 248	89 699	97 634
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	2 200	2 918	1 540
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	106 352	105 721	102 342
Autres	10	141 077	13 930	11 691
Autres organismes	11	6 930	12 469	14 832
Amortissement des immobilisations	12	322 342	338 052	314 775
Autres				
- Divers	13		1 425	4 425
-	14			
-	15			
	16	2 416 327	2 444 539	2 308 864

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	2 008 838	2 054 730	2 015 518
Compensations tenant lieu de taxes	2	109 303	110 780	109 303
Quotes-parts	3			
Transferts	4	233 199	333 591	607 813
Services rendus	5	56 050	72 679	95 534
Imposition de droits	6	64 500	68 830	84 523
Amendes et pénalités	7		1 790	2 550
Intérêts	8	18 450	24 290	21 505
Autres revenus	9		30 964	(29 848)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 490 340	2 697 654	2 906 898
Charges				
Administration générale	12	491 816	463 571	462 862
Sécurité publique	13	362 472	365 506	339 614
Transport	14	806 890	850 047	775 633
Hygiène du milieu	15	340 355	331 050	316 776
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	197 484	193 037	174 173
Loisirs et culture	18	120 862	148 711	140 632
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	96 448	92 617	99 174
	21	2 416 327	2 444 539	2 308 864
Excédent (déficit) de l'exercice	22	74 013	253 115	598 034
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 332 931	5 021 862
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(286 965)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 332 931	4 734 897
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 586 046	5 332 931

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 013	253 115	598 034
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	114 341 ) (	942 228 ) (	619 020)
Produit de cession	3			43 000
Amortissement	4	322 342	338 052	314 775
(Gain) perte sur cession	5			64 677
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	208 001	(604 176)	(196 568)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		36 049	(149 557)
Variation des autres actifs non financiers	10		(55 461)	(9 325)
	11		(19 412)	(158 882)
	12	282 014	(370 473)	242 584
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	282 014	(370 473)	242 584
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 237 044)	(2 192 663)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(286 965)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 237 044)	(2 479 628)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 607 517)	(2 237 044)

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19		
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	20		
Placements à long terme	21		
Autres			
-	22		
-	23		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
-	24		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25		
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	129 152	84 999
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	416 097	491 452
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	545 249	576 451
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	76 006	10 294
Emprunts temporaires (note 10)	11	361 070	189 728
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	216 477	233 035
Revenus reportés (note 12)	13	2 285	2 250
Dette à long terme (note 13)	14	2 496 928	2 378 188
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	3 152 766	2 813 495
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(2 607 517)	(2 237 044)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 882 936	7 278 760
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 264	7 264
Stocks de fournitures	20	219 382	255 431
Autres actifs non financiers (note 17)	21	83 981	28 520
	22	8 193 563	7 569 975
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 586 046	5 332 931
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	5 586 046	5 332 931
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	5 586 046	5 332 931

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	253 115	598 034
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	338 052	314 775
Autres			
- Perte (Gain) sur cession	3		64 677
-	4		
	5	591 167	977 486
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	75 355	(200 930)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(16 558)	9 869
Revenus reportés	9	35	(670)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	36 049	(149 557)
Autres actifs non financiers	13	(55 461)	(9 325)
	14	630 587	626 873
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(942 228)	(619 020)
Produit de cession	16		43 000
	17	(942 228)	(576 020)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	445 712	201 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(333 719)	(369 468)
Variation nette des emprunts temporaires	25	171 342	189 728
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 747	1 813
Autres			
-	27		
-	28		
	29	290 082	23 573
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(21 559)	74 426
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	74 705	279
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	53 146	74 705

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Duhamel est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

PARTENARIAT NON COMMERCIAL (ENTENTE INTERMUNICIPALE)

La municipalité, conjointement avec les municipalités de Lac-Simon, Chénéville et Montpellier, a signé une entente intermunicipale relative à la cueillette et à la disposition des matières résiduelles.

Selon cette entente, la municipalité de Lac-Simon a la responsabilité de fournir le service aux autres municipalités. Les frais relatif à cette entente sont répartis entre les municipalités de la façon suivante :

A) Les frais directs pour la cueillette sont facturés selon le temps passé dans chacune des municipalités par les employés.

B) Les frais de transport au site d'enfouissement sont répartis en fonction du tonnage des municipalités affectées.

C) Les autres frais sont répartis également entre les 4 municipalités.

Pour l'année 2013, la municipalité a contribué pour 25.275% des frais de cueillette.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance ;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'encaissement.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 10 et 20 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins indiquées à la page 23-2 et amorti sur une période de 20 ans pour les avantages sociaux au 1 janvier 2000 et sur la durée des emprunts pour le remboursement de capital futur.

H) Instruments financiers

N/A

I) Autres éléments**Dépenses reportées**

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, sur les postes de produits et charges y afférents, ainsi que sur la présentation des éléments d'actifs et de passif éventuels. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables**Chapitre SP3410, "Paiements de transfert"**

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 "Paiements de transfert". Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'une passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ont été retraités et les effets du retraitement sont présentés à la note 20.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	129 152	84 999
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	105 541	78 549
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	2 903	1 572
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	238 972	325 517
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	44 296	47 729
Organismes municipaux	8	1 164	10 590
Autres			
- Mutations	9	18 925	22 250
- Divers	10	4 296	5 245
	11	416 097	491 452
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	12 472	12 086
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	12 472	12 086
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 20 550	19 844
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33 20 550	19 844

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
MARGE DE CRÉDIT			
Marge de crédit institutionnelle d'un montant autorisé de 600 000\$, au taux préférentiel plus 0.5%. Les conditions de cet emprunt sont renouvelables annuellement. Le taux préférentiel au 31 décembre 2013 était de 3%.			
Solde au 31 décembre 2013 : 361 070\$			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	61 753	74 985
Salaires et avantages sociaux	38	96 041	87 678
Dépôts et retenues de garantie	39	2 390	1 000
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	25 011	28 873
- Intérêts courus - dette L.T.	43	19 882	20 124
- Dépôt - Plan de localisation	44	11 400	12 900
- Auto-assurance (courte durée)	45		7 475
-	46		
	47	216 477	233 035

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Abonnement et loyer	50	2 285	2 250
-	51		
	52	2 285	2 250

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne		2,58	5,88	2014	2018	53	2 389 420
Obligations et billets en monnaies étrangères						54	
Gains (pertes) de change reportés						55	
						56	
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises						57	
Organismes municipaux						58	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,34	5,06	2014	2018	59	116 531	133 372
Autres						60	
						61	2 505 951
Frais reportés liés à la dette à long terme						62	(9 023) (15 770)
						63	2 496 928
							2 378 188

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>			<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>		<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	215 620	80	63 220	89	97	278 840
2015	65	73	220 900	81	29 648	90	98	250 548
2016	66	74	229 100	82	14 204	91	99	243 304
2017	67	75	236 900	83	10 991	92	100	247 891
2018	68	76	1 486 900	84	4 580	93	101	1 491 480
2019 et +	69	77		85		94	102	
	70	78	2 389 420	86	122 643	95	103	2 512 063
Intérêts et frais accessoires				87	(6 112)		104	(6 112)
	71	79	2 389 420	88	116 531	96	105	2 505 951

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(2 259 431)	(1 988 329)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(348 086)	(248 715)
Autres	108		
	109	(2 607 517)	(2 237 044)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	396 056	138		165		192	396 056
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	6 695 763	140	439 640	167		194	7 135 403
Autres	113	433 260	141		168		195	433 260
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	838 607	143	14 981	170		197	853 588
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 198 381	145	268 712	172		199	1 467 093
Ameublement et équipement de bureau	118	62 688	146	5 970	173		200	68 658
Machinerie, outillage et équipement divers	119	969 071	147	26 017	174		201	995 088
Terrains	120	181 127	148		175		202	181 127
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>10 774 953</u>	150	<u>755 320</u>	177		204	<u>11 530 273</u>
Immobilisations en cours	123	<u>308 244</u>	151	<u>186 908</u>	178		205	<u>495 152</u>
	124	<u>11 083 197</u>	152	<u>942 228</u>	179		206	<u>12 025 425</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	103 068	153	9 901	180		207	112 969
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	2 793 005	155	147 435	182		209	2 940 440
Autres	128	72 095	156	17 641	183		210	89 736
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	298 202	158	21 237	185		212	319 439
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	158 527	160	74 218	187		214	232 745
Ameublement et équipement de bureau	133	42 373	161	5 053	188		215	47 426
Machinerie, outillage et équipement divers	134	337 167	162	62 567	189		216	399 734
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>3 804 437</u>	164	<u>338 052</u>	191		218	<u>4 142 489</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>7 278 760</u>					219	<u>7 882 936</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	277 569	223	50 712	225		227	328 281
Amortissement cumulé	221	(37 945)	224	(15 358)	226		228	(53 303)
Valeur comptable nette	222	<u>239 624</u>					229	<u>274 978</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	7 264	7 264
	233	7 264	7 264
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	7 264	7 264
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	7 811	19 964
Frais reportés			
- Plans et règlements d'urb.	237	34 224	8 556
- Rôle triennal d'évaluation	238	41 946	
	239	83 981	28 520
Note			
18. Obligations contractuelles			
N/A			
19. Éventualités			
a) Cautionnement et garantie			
N/A			
b) Auto-assurance			
N/A			
c) Poursuites			
N/A			
d) Autres			
N/A			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs**PAIEMENTS DE TRANSFERT**

Suite à l'application du nouveau chapitre SP3410 sur les paiements de transfert, la municipalité a redressé ses états financiers des exercices antérieurs. En conséquence, le solde au 1 janvier 2012 des débiteurs du gouvernement du Québec a diminué de 286 965\$ ainsi que l'investissement net dans les actifs à long terme et l'excédent accumulé. La dette nette a augmenté de même montant.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, les revenus de transferts pour la voirie municipale a augmenté de 26 605\$ et de 11 645\$ pour la rénovation urbaine. L'excédent de l'exercice 2012 a donc augmenté de 38 250\$. La dépense de remboursement de capital a été augmenté de 26 164\$ et les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir de 12 086\$. Au 31 décembre 2012, le solde des débiteurs a diminué de 248 329\$ ainsi que l'excédent accumulé.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet d'un audit.

22. Instruments financiers

S/O

23. CHIFFRES COMPARATIFS

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice écoulé.

24. ENGAGEMENT**CONVENTION COLLECTIVE**

Le 27 mai 2011, la municipalité a signé une première convention collective avec le Syndicat Canadien de la fonction publique. Le convention est pour une période de 3 ans et se termine le 30 avril 2014.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	138 696	309 533
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	363 075	147 499
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(9 449)	(7 826)
Financement des investissements en cours	(309 423)	(23 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 384 249	4 892 066
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	5 586 046	5 332 931

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Franchise - assurance	7 902	4 039
- Règlement 24,25,26 et 27-2010	2 073	1 570
- Réparations majeures bâtiments	60 000	
- Environnement	25 000	
- Hygiène du milieu	77 844	
- Assurance courte durée	20 399	15 078
- Budget exercice suivant		30 000
- Culture et Patrimoine	10 000	
-		
	203 218	50 687
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-		
-		
-		
Réserves financières		
- Reconfection du rôle	54 402	36 256
-		
-		
-		
-		
	54 402	36 256
Fonds réservés		
Fonds de roulement	92 879	48 729
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	7 421	6 802
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	4 122	4 122
Financement des activités de fonctionnement	1 033	903
Autres		
-		
-		
-		
-		
	105 455	60 556
	363 075	147 499

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (3 023)	(4 260)
Intérêts sur la dette à long terme	41 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ()	()
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	()
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	47 ()	()
- Remboursement de capital futur	48 ((12 472))	((12 086))
-	49 ()	()
	50 ((9 449))	((7 826))
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 ()	()
	52 ((9 449))	((7 826))
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 509	509
Investissements à financer	54 (309 932)	(24 502)
	55 (309 423)	(23 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 7 882 936	7 278 760
Propriétés destinées à la revente	57 7 264	7 264
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 7 890 200	7 286 024
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 2 496 928	2 378 188
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 9 023	15 770
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (12 472)	(12 086)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 ()	()
	66 2 493 479	2 381 872
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 12 472	12 086
	68 2 505 951	2 393 958
	69 5 384 249	4 892 066

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

N/A

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

N/A

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	<u>77</u>	<u> </u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DU QUÉBEC (RREMQ)

Régime de retraite à cotisation déterminée, dont l'employeur cotise à 5% de la rémunération de l'employé.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u> 20 550</u>	<u> 19 844</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

N/A

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92		Oui
93	X	Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

N/A

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM		
95		

Charge de l'exercice

Contributions de l'employeur au RREM		
96		

Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM		
97		

98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dette à long terme	1	2 505 951
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	309 932
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	3 106
Débiteurs	8	12 472
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	348 086
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 452 219
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	2 452 219
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	70 942
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	2 523 161
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 523 161
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 421 589	1 445 416	1 416 253
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	19 937	20 581	20 805
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 441 526	1 465 997	1 437 058
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	9 253	9 252	9 005
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	175 171	175 839	188 699
Autres				
-Déneigement	14	264 320	263 315	259 668
-Dével. économique et tourisme	15	57 447	16 217	15 891
-Environnement et rôle d'évalu.	16	20 156	59 376	58 535
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 900	2 707	2 917
Service de la dette	18	38 065	58 006	38 328
Activités de fonctionnement	19		2 034	1 961
Activités d'investissement	20		1 987	3 456
	21	567 312	588 733	578 460
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	567 312	588 733	578 460
	26	2 008 838	2 054 730	2 015 518

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	109 369	107 892
	31	109 369	107 892
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	109 369	107 892
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	1 411	1 411
	50	1 411	1 411
	51	110 780	109 303

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55	51	
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	77 491	101 168
Enlèvement de la neige	58	25 830	25 830
Autres	59	4 942	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	3 191	4 773
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	3 336	15 343
Promotion et développement économique	84		15 343
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	5 342	9 613
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	111 599	150 925
		150 925	165 064

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	43 141	211 248
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		24 599
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	43 141	235 847

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	85 600	89 888	84 057
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	36 000	49 637	122 845
	138	121 600	139 525	206 902
TOTAL DES TRANSFERTS	139	233 199	333 591	607 813

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142	500	801
	143	500	801
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 000	3 484
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	2 000	3 484
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		7 813
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151	6 000	
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	6 000	7 813
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	4 800	21 057
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165	11 000	9 112
Autres	166		
	167	15 800	30 169
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	24 300	42 267

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 600	2 127	1 779
Sécurité publique	183		2 098	1 163
Transport				
Réseau routier	184		1 843	3 125
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	17 500	27 129	31 495
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 500	550	3 229
Loisirs et culture	193	10 150	18 849	12 476
Réseau d'électricité	194			
	195	31 750	52 596	53 267
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	56 050	72 679	95 534
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	12 500	11 000	15 540
Droits de mutation immobilière	198	50 000	57 211	68 416
Droits sur les carrières et sablières	199	2 000	619	567
Autres	200			
	201	64 500	68 830	84 523
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		1 790	2 550
INTÉRÊTS	203	18 450	24 290	21 505
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(64 677)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			5 974
Autres	210		30 964	28 855
	211		30 964	(29 848)

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	77 833	70 289	70 289	71 271
Application de la loi	2	500	100	100	
Gestion financière et administrative	3	271 166	277 134	12 771	289 905
Greffé	4	15 325	10 406		10 406
Évaluation	5	44 352	31 093		31 093
Gestion du personnel	6	6 000	1 142		1 142
Autres	7	67 303	60 636		60 636
	8	482 479	450 800	12 771	463 571
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	203 277	202 129		202 129
Sécurité incendie	10	118 395	123 670	37 560	161 230
Sécurité civile	11	1 742	811		811
Autres	12	8 500	1 336		1 336
	13	331 914	327 946	37 560	365 506
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voie municipale	14	265 651	263 275	196 734	460 009
Enlèvement de la neige	15	284 511	331 945	41 899	373 844
Éclairage des rues	16	9 425	3 855		3 855
Circulation et stationnement	17	3 000	2 521		2 521
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 882	2 209		2 209
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	6 000	7 609		7 609
	22	571 469	611 414	238 633	850 047
					775 633

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	11 150	10 921	15 413	10 945
Réseau de distribution de l'eau potable	24	11 702	6 930	13 646	16 677
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	90 377	74 568	83 794	100 553
Élimination	28	41 450	27 254	27 254	48 339
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	61 350	72 150	76 767	55 291
Tri et conditionnement	30		374	374	430
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33	32 126	39 765	40 031	24 396
Autres	34	430	1 572	1 572	
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	1 400			1 414
Protection de l'environnement	38	66 841	72 199	72 199	58 731
Autres	39				
	40	316 826	305 733	331 050	316 776
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	125 023	122 427	126 853	128 859
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	13 232	10 460	20 592	1 584
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48		16 441	16 441	17 357
Tourisme	49	27 743	17 427	17 427	15 618
Autres	50				
Autres	51	17 108	11 724	11 724	10 755
	52	183 106	178 479	193 037	174 173

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	24 306	29 933	7 351	37 284
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 379	1 553		1 553
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 500	2 280		2 280
Parcs et terrains de jeux	56	16 456	13 208		13 208
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	17 941	38 278		38 278
Autres	59	61 582	85 252	7 351	92 603
	60				
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	30 145	29 968	841	30 809
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	12 241	21 367	1 021	22 388
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	7 775	2 911		2 911
	66	50 161	54 246	1 862	56 108
	67	111 743	139 498	9 213	148 711
	68				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	87 500	82 951		82 951
Autres frais	70	6 748	6 748		6 748
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	2 200	2 918		2 918
Autres	73	96 448	92 617		92 617
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	322 342	338 052	(338 052)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité de Duhamel (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CHARLEBUI'S ET GRATTON, CPA INC

Par CHRISTIAN GRATTON, CPA auditeur, CMAA

Christian Gratton, CPA auditeur, CMA
Saint-André-Avellin

DATE 2014-03-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		<u>2 054 730</u>
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11		<u>2 054 730</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		2 054 730
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		2 054 730
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 707	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>2 707</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		2 052 023

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	161 072 800
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	163 671 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	162 372 100

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	2 052 023
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	162 372 100
Taux global de taxation réel de 2013	6	 1 , 2 6 3 8 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			26 327
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	82 856	229 878	273 489
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			30 453
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		14 980	2 285
Édifices communautaires et récréatifs	14		396 671	19 280
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		268 712	198 374
Ameublement et équipement de bureau	18	15 000	5 970	15 506
Machinerie, outillage et équipement divers	19	16 485	26 017	50 990
Terrains	20			2 316
Autres	21			
	22	114 341	942 228	619 020

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			26 327
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		229 878	303 942
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		712 350	288 751
	34		942 228	619 020

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 260 586	395 000	266 166	2 389 420
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	133 372	50 712	67 553	116 531
Autres	6				
	7	2 393 958	445 712	333 719	2 505 951
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	1 570		(503)	2 073
Réserves financières et fonds réservés	10	903		(130)	1 033
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	470 129		54 935	415 194
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 660 555	318 962	252 424	1 727 093
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 133 157	318 962	306 726	2 145 393
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 086		(386)	12 472
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	12 086		(386)	12 472
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	12 086		(386)	12 472
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	248 715	126 750	27 379	348 086
Autres	23				
	24				
	25	260 801	126 750	26 993	360 558
	26	2 393 958	445 712	333 719	2 505 951
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	2 393 958	445 712	333 719	2 505 951

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	2 288	2 680	2 193
Autres	3	37 917	37 783	33 879
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 678	5 658	6 350
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	5 678	5 659	6 349
Transport collectif	9	2 882	2 209	2 866
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	6 216	6 195	6 349
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 409	17 353	15 181
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	16 501	16 443	19 240
Autres	21	9 308	9 272	9 235
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	700	700	700
Activités culturelles	23	1 775	1 769	
Réseau d'électricité				
	24			
	25	106 352	105 721	102 342

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	40,00	106 324	20 873	127 197
Professionnels	2				
Cols blancs	3	37,50	199 360	41 398	240 758
Cols bleus	4	40,00	380 770	73 715	454 485
Policiers	5				
Pompiers	6	40,00	46 070	4 338	50 408
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8	16,36	732 524	140 324	872 848
	9	7,00	61 671	2 973	64 644
	10	23,36	794 195	143 297	937 492

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec		Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada
Transport en commun	11		
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		
Réseau de distribution de l'eau potable	13		
Traitement des eaux usées	14		
Réseaux d'égout	15	290 450	10 692
Autres	16		
	17	290 450	10 692
		32 449	333 591
		32 449	333 591

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	=	=				
Santé et bien-être								
Logement social	157	172	187	202	217	232		
Sécurité du revenu	158	173	188	203	218	233		
Autres	159	174	189	204	219	234		
	160	175	190	205	220	235		
Aménagement, urbanisme et développement								
Aménagement, urbanisme et zonage	161	122 427	176	4 426	191	126 853	206	236
Rénovation urbaine	162	10 460	177	10 132	192	20 592	207	237
Promotion et développement économique	163	33 868	178	33 868	193	33 868	208	238
Autres	164	11 724	179	11 724	194	11 724	209	239
	165	178 479	180	14 558	195	193 037	210	240
Loisirs et culture								
Activités récréatives	166	85 252	181	7 351	196	92 603	211	241
Activités culturelles	167	29 968	182	841	197	30 809	212	242
Bibliothèques	168	24 278	183	1 021	198	25 299	213	243
Autres	169	139 498	184	9 213	199	148 711	214	244
	170		185		200		215	245
Réseau d'électricité								
	171	2 013 870	186	338 052	201	2 351 922	216	246
					230	72 679	231	246
						2 279 243		92 617

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	16 539	30 104
Charges sociales	2	3 313	5 795
Biens et services	3	922 376	583 121
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	942 228	619 020

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	309 533	158 378
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	309 533	158 378
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	100 577	304 092
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(67 066)	(72 144)
Activités d'investissement	6		(10 798)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(185 453)	(45 310)
Réserves financières et fonds réservés	8	(18 895)	(24 715)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		30
	11	(170 837)	151 155
Solde à la fin de l'exercice	12	138 696	309 533
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	50 687	6 728
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(11 712)
Solde redressé au début de l'exercice	15	50 687	(4 984)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(32 922)	(1 351)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	185 453	45 310
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		11 712
	21	152 531	55 671
Solde à la fin de l'exercice	22	203 218	50 687
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	96 812	38 191
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	96 812	38 191
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	51 271	30 810
Activités d'investissement	27	(7 121)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	18 895	24 715
Financement des investissements en cours	29		3 096
	30	63 045	58 621
Solde à la fin de l'exercice	31	159 857	96 812

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (7 826)	(4 868)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (7 826)	(4 868)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement	44 1 623	12 694
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	
	46 1 623	12 694
Solde à la fin de l'exercice	47 (9 449)	(7 826)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (23 993)	8 938
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (23 993)	8 938
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51 (285 430)	(29 805)
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(30)
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Réserves financières et fonds réservés	54	(3 096)
	55 (285 430)	(32 931)
Solde à la fin de l'exercice	56 (309 423)	(23 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 4 892 066	4 814 495
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(286 965)
Solde redressé au début de l'exercice	59 4 892 066	4 527 530
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	61	(11 712)
Variation résiduelle de l'exercice	62 492 183	376 248
Solde à la fin de l'exercice	63 5 384 249	4 892 066

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>100 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	4 122						4 122
Montant réservé pour le service de la dette	9		10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21
	4 122						4 122

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière

Du 100 \$ d'évaluation

Taxes générales

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [8 | 8 | 9 | 0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	675 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	3 000	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1890, rue Principale
(no) (rue)
Duhamel J0V 1G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 428-7100
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 428-1941
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg.duhamel@mrcpapineau.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Dinel

Téléphone (819) 428-7100
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 428-1941
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg.duhamel@mrcpapineau.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Charlebois et Gratton, CPA Inc.

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 122, rue Principale, Suite #1
(no) (rue)
Saint-André-Avellin J0V 1W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 983-2828
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 983-1473
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christiangratton@videotron.ca

Responsable du dossier Christian Gratton, CPA auditeur, CMA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____